

Que faire face à la persistance des inégalités ?

Article initialement paru dans le « *Cadmus Journal* » le 31 juillet 2024

Auteur : [Neanthro Saavedra-Rivano](#)

Professeur émérite, Université de Tsukuba, Japon ; Membre associé, Académie Mondiale des Arts et des Sciences

Résumé

Le présent document porte sur l'inégalité des revenus et, plus précisément, sur sa persistance d'une génération à l'autre. Dans l'esprit d'Atkinson (2014, 2015) et de Roemer (1998), nous prenons une position normative et faisons des propositions concrètes pour lutter contre la persistance des inégalités. De l'avis présenté ici, ces inégalités découlent, dans une large mesure, des inégalités d'opportunités, elles-mêmes résultant de différences « anormales » dans les dotations en capital humain. La proposition développée dans le document s'appuie sur les marchés financiers pour compléter les programmes de transfert gouvernementaux existants et ouvrir l'accès universel aux services nécessaires à la formation du capital humain.

« Pour lutter contre les inégalités, il est important de trouver des moyens d'offrir un accès universel aux services nécessaires à la construction du capital humain des jeunes. »

1. Présentation

Le présent document porte sur l'inégalité des revenus et, plus précisément, sur sa persistance d'une génération à l'autre. Nous ne consacrons pas beaucoup d'espace à une discussion générale de ces concepts, n'ayant rien à ajouter à l'excellent travail d'Alacevic et Soci (2018), Goix (2010) et Piketty (2000) entre autres. Notre discussion se déroule dans le contexte d'un espace national et, bien qu'une grande partie de ce qui est dit s'applique à tous les pays, nous aurons à l'esprit les pays en développement. Comme le titre de l'article le suggère, nous adoptons plutôt une position normative, dans l'esprit d'Atkinson (2014, 2015) et de Roemer (1998). Tout en reconnaissant l'importante contribution d'Atkinson, qui a orienté ses propositions pour lutter contre l'inégalité des résultats, nous avons tendance à nous ranger du côté de Roemer en reconnaissant l'importance globale de l'inégalité des chances. Ce choix nous amène à examiner le rôle que jouent les différences « anormales » dans les dotations en capital humain dans l'inégalité des chances et, finalement, l'inégalité des résultats et des revenus. En répondant à la question du titre, nous nous rendons donc compte que, pour lutter contre les inégalités, il est important de trouver des moyens d'offrir un accès universel aux services nécessaires à la construction du capital humain des jeunes.

Ces idées sont présentées plus en détail dans les sections 2 à 4. La section 5 traite d'une solution possible au problème de l'accès universel, à savoir l'expansion des programmes gouvernementaux existants et l'utilisation de politiques de transfert, et explique pourquoi ce genre d'approche serait irréalisable pour des raisons politiques et économiques. Les autres sections constituent l'essentiel de ce document et examinent une autre manière de permettre l'accès universel aux services de formation du capital humain. En bref, la proposition consiste à utiliser les marchés financiers pour acheter des reconnaissances de dette émises par de jeunes individus afin de financer leur formation de capital humain. La section 6 expose cette proposition, qui a été présentée pour la première fois dans Saavedra-Rivano (2016), et les sections 7 et 8 discutent des implications de la proposition pour l'économie et la société de manière plus large, ainsi que des moyens d'y faire face.

« Il est difficile de ne pas reconnaître que les inégalités sont, dans une certaine mesure, inévitables. En effet, comme l'ont souligné certains auteurs, un certain degré d'inégalité est nécessaire au fonctionnement et au progrès d'une économie capitaliste. »

2. Les racines de l'inégalité et sa persistance

Tout au long de l'histoire de l'humanité, l'inégalité a été un trait commun à toutes les civilisations. Son existence et sa persistance ont attiré l'attention des philosophes, [des](#) anthropologues, des politologues et, dernièrement, des économistes. Il existe également des inégalités entre les pays et, en effet, pratiquement toute stratification d'un pays ou d'une société donnée nous permettra d'observer des inégalités entre les couches qui en résultent : inégalités régionales, de genre et ethniques. Bien que le présent document porte sur l'inégalité des revenus, d'autres dimensions de l'inégalité ne sont pas moins importantes, comme l'inégalité de la richesse et l'inégalité politique.

Il est difficile de ne pas reconnaître que les inégalités sont, dans une certaine mesure, inévitables. En effet, comme l'ont souligné certains auteurs, un certain degré d'inégalité est nécessaire au fonctionnement et au progrès d'une économie capitaliste.† Dans le même temps, la plupart des gens s'accordent à dire que le niveau d'inégalité actuellement observé dans la plupart des pays est excessif. [Dans](#) leur étude récente, Chacel et Piketty (2021), en utilisant la base de données WID, documentent une forte augmentation des inégalités de revenus au cours de la période débutant en 1980 dans de nombreux pays, dont la Chine, la Russie, l'Inde, l'Afrique du Sud, les États-Unis et la plupart des pays d'Europe occidentale.

Peut-être plus indésirable que l'inégalité (excessive) est sa persistance d'une génération à l'autre. La persistance des inégalités a été observée par plusieurs auteurs, dont Atkinson (2015), FitzGerald, Heyer et Thorp (2011) et Boix (2010). Plusieurs explications ont été avancées pour expliquer ce phénomène. Dans son examen du sujet, Piketty (2000) a fourni un examen approfondi des théories économiques et sociologiques qui sous-tendent ces explications. Atkinson (2014, 2015) est allé au-delà des explications et a élaboré un ensemble de propositions politiques conçues pour réduire l'inégalité des revenus. Un autre auteur qui a adopté une attitude orientée vers la politique est Roemer (1998), qui a beaucoup écrit sur l'inégalité des chances. [Dans](#) l'interprétation d'Atkinson, il ne devrait pas y avoir de confusion entre l'inégalité des chances et l'inégalité des résultats et, bien qu'il ne nie pas l'importance de la première, ses propositions sont orientées vers la seconde.

Dans cet article, nous soulignerons l'importance des inégalités en matière d'opportunités dans la persistance des inégalités. De plus, à notre avis, un facteur important de l'existence d'inégalités en matière d'opportunités est la disparité des niveaux de capital humain entre les individus. Les chances ne sont pas égales pour tous en raison des différences « anormales » dans les dotations en capital humain qui, à leur tour, découlent du manque d'accès universel à l'éducation et aux autres services nécessaires pour l'accumuler. Par « anormaux », nous entendons des différences qui ne pourraient pas être expliquées par les différences innées entre les individus.

En bref, l'inégalité de la richesse et des revenus entre les familles empêche leur progéniture d'acquérir des compétences de telle sorte qu'il y aurait des « règles du jeu » dans la génération suivante. Il s'ensuit qu'une façon de remédier à la persistance des inégalités est de créer des conditions qui garantiraient l'accès universel à l'accumulation de capital humain.

3. Une parenthèse sur le capital humain

Cela fait une soixantaine d'années que la notion de capital humain a été redécouverte à travers les écrits fondateurs de Theodore Schultz et les travaux empiriques et théoriques de Gary Becker. [Les](#) chercheurs traitant de l'économie de l'éducation, de l'économie du travail et des théories économiques émergentes de la famille et du ménage ont rapidement adopté le concept. À la fin des années 1970, le concept d'un capital humain hétérogène et malléable est devenu central dans le développement de la théorie de la croissance endogène. La nécessité d'une validation empirique de ces théories a donné un nouvel élan à la recherche statistique sur la mesure des stocks de capital humain, leur comparabilité internationale et les taux de rendement de l'investissement dans le capital humain.

Le capital humain est maintenant un concept bien établi et respectable en économie, mais il existe une multiplicité de significations qui lui sont associées. Les définitions les plus précises sont cohérentes avec l'idée que le capital humain est une forme de capital et que, en tant que tel, il est utilisé pour la production et qu'il peut être accumulé. Il existe cependant des différences dans l'ampleur du concept. L'économie d'entreprise adopte peut-être la définition la plus étroite, mettant l'accent sur la formation en cours d'emploi et les compétences qui sont utiles dans le contexte de l'entreprise. En économie du travail, le capital humain est souvent défini comme le stock accumulé d'éducation de l'individu ou de la société et, en effet, la plupart des mesures des stocks de capital humain et des taux de rendement de l'investissement sur le capital humain correspondent à ce point de vue. L'approche la plus large provient de l'économie du développement. Il englobe les connaissances et les compétences qui aident à la production d'utilité du point de vue de l'individu et des collectifs sociaux, y compris l'entreprise. Un bon exemple d'une telle définition est celle adoptée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à savoir que « le capital humain est défini comme étant les connaissances, les aptitudes, les compétences et les attributs incarnés par les individus qui facilitent la création d'un bien-être personnel, social et économique ». [**](#) Dans ce qui suit, nous suivrons cette définition comme étant la mieux adaptée à notre objectif.

Depuis le discours présidentiel de l'AEA prononcé en 1961 par Theodore Schultz†† l'investissement dans le capital humain a été reconnu comme l'un des facteurs les plus importants du développement économique. Comme il l'a souligné, de nombreux postes de dépenses qui sont généralement considérés comme des dépenses de consommation sont en effet des dépenses d'investissement (en capital humain). Les comptes nationaux n'ont pas encore rattrapé cette idée et, sans aucun doute, cela a à voir avec l'ambiguïté qui entoure le concept de capital humain. Par souci d'uniformité avec la définition générale du capital humain que nous avons adoptée, l'investissement dans le capital humain d'une personne donnée sera réputé comprendre la totalité des dépenses nécessaires pour la nourrir de la naissance à l'âge de travailler. Il s'agit en effet du coût nécessaire à l'intégration d'un être humain dans la société et, plus précisément, sur le marché du travail. Si l'on considère le capital humain comme le résultat de ce processus de formation, les intrants les plus importants à prendre en compte sont l'éducation, la santé et la nutrition.

4. Corriger les inégalités d'opportunités

Il découle de ce qui précède qu'une approche efficace pour corriger la persistance des inégalités et, en fin de compte, les inégalités modérées elles-mêmes, consiste à s'attaquer aux inégalités dans la formation du capital humain. Nous concentrerons notre discussion sur l'investissement dans le capital humain des jeunes et, pour les besoins de l'exposition, nous envisagerons l'investissement de la naissance jusqu'à l'âge adulte. Comme nous l'avons noté, et comme l'ont minutieusement développé James Heckman et ses collaborateurs, [l'](#)investissement dans le capital humain à un âge précoce est nettement plus rentable qu'à des périodes plus tardives de la vie.

Une façon évidente de lutter contre les inégalités dans la formation du capital humain est d'offrir un accès universel aux services nécessaires au renforcement du capital humain. L'éducation prend la première place, mais aussi les services auxiliaires tels que la santé et la nutrition. Sans aborder, pour l'instant, la question très peu triviale du financement, il convient de souligner que l'offre d'un accès

universel à ces services n'est pas suffisante à elle seule. Deux autres conditions sont requises : l'homogénéité des services et la compensation en fonction de l'environnement et de l'origine familiales.

La première condition signifie que la qualité des services fournis doit être indépendante du lieu où ils sont offerts. La deuxième condition est également cruciale, car l'environnement et l'origine familiale ont un impact puissant sur les enfants et, dans le pire des cas, peuvent compenser l'effet de l'éducation à l'école. Les programmes complémentaires, destinés aux membres adultes de la famille, doivent être conçus pour prévenir les effets négatifs du milieu familial et de l'environnement. Bien sûr, ces effets ne seront pleinement atténués que dans les générations futures, car les chefs de famille auront eux-mêmes bénéficié des programmes de formation de développement du Capital Humain. Le respect de ces conditions permet de s'assurer que seules les différences innées entre les individus entraîneraient des différences dans la formation du capital humain.

5. L'approche redistributive et ses lacunes

Offrir un accès universel aux services de capital humain est une proposition financière intimidante dans n'importe quel pays. De manière plutôt perverse, plus le pays est pauvre et inégalitaire, plus il est difficile de financer ce genre de programme. Cela se produit pour deux raisons principales. Premièrement, les familles les plus pauvres n'ont pas les moyens de payer pour la bonne éducation de leurs enfants et beaucoup d'entre elles maintiennent à peine un niveau de subsistance. Deuxièmement, le gouvernement n'a pas non plus les ressources nécessaires pour fournir des services d'éducation et de santé raisonnables à tout le monde, et la qualité de ces services est inférieure à celle des services similaires offerts par le secteur privé.

Bien sûr, étant donné que les gouvernements offrent déjà des services publics d'éducation et de santé, une voie évidente serait d'étendre ces services de manière à atteindre un accès universel de qualité homogène, et de compléter ces services par des programmes compensant les effets négatifs de l'origine familiale et de l'environnement. Il existe déjà des programmes allant dans ce sens dans plusieurs pays, prenant généralement la forme de programmes de transferts monétaires conditionnels (CCT).[§§](#)

Ces politiques gouvernementales sont sans aucun doute importantes et nécessaires, mais il est irréaliste de s'attendre à ce que tous les pays, en particulier les plus inégalitaires, soient en mesure de les étendre dans la mesure nécessaire. Cela nécessiterait des transferts massifs de revenus des groupes les plus riches vers les plus pauvres, d'une ampleur économiquement et politiquement irréalisable. Pour mettre en contexte cette affirmation, donnons quelques chiffres. En 2018, selon les statistiques de l'éducation de l'OCDE[\[1\]](#), chaque élève chilien inscrit à l'école primaire coûtait 22 % du PIB par habitant, en tenant compte des dépenses publiques et privées. Au Mexique, ce chiffre est de 14 %, contre 21 % en moyenne dans l'OCDE. Une série de chiffres connexes provient d'une étude de l'USDA sur le coût de l'éducation des enfants aux États-Unis. En 2015, le coût estimé de l'éducation d'un enfant de la naissance à l'âge de 17 ans était d'environ 230 000 dollars pour une famille à revenu moyen avec deux enfants. Par rapport à leur revenu avant impôt, les ménages du groupe de revenu le plus faible ont dépensé 27 % par enfant, ceux du groupe à revenu moyen 16 % et ceux du groupe le plus élevé 11 %. Ces coûts comprennent non seulement l'éducation, la santé et la nutrition, mais aussi d'autres coûts. L'éducation représente environ 16 % du coût total.

De toute évidence, l'ampleur des transferts nécessaires pour payer l'accès universel mettrait les systèmes politiques à rude épreuve. De plus, en termes purement économiques, l'augmentation de la fiscalité qui en résulterait dissuaderait les investissements privés essentiels au fonctionnement d'une économie capitaliste. Nous pouvons donc conclure qu'il existe des arguments à la fois économiques et politiques qui rendent irréalisables des transferts de l'ampleur requise.

6. Une approche centrée sur le marché

L'analyse qui précède montre que, dans le cas des pays en développement du moins, deux facteurs empêchent l'accès universel (uniforme) : l'incapacité de la plupart des ménages à se le permettre et l'incapacité financière/politique du gouvernement à le fournir. Il y a cependant une autre façon dont la génération actuelle pourrait offrir ce genre d'accès à la prochaine génération, c'est-à-dire les prêts. Les marchés financiers, qui manipulent d'importants volumes de ressources et sont guidés par des critères de rentabilité de leurs investissements, sont certains de jouer un rôle important dans cette option. L'investissement dans le capital humain est indéniablement en passe de devenir l'une des activités les plus rentables, ce qui pose la question de savoir comment attirer les flux d'investissement vers le financement du capital humain. La clé pour relever ce défi avec succès est une combinaison de programmes non remboursables (transferts) et de programmes remboursables. Ces derniers seraient destinés à financer la formation des éléments du capital humain qui augmentent directement le potentiel de création de richesse de leurs détenteurs, tels que l'éducation et l'acquisition d'autres capacités productives. La méthode la plus simple pour financer cet investissement consiste à émettre des titres impersonnels (anonymes) par les bénéficiaires. Ces titres seraient centralisés par un organisme public chargé de l'administration et de la surveillance du système créé à cet effet. Ils seraient échangés sur les marchés financiers et rachetés par les bénéficiaires eux-mêmes une fois que l'investissement commencerait à être rentable. Cette option offre plusieurs avantages. D'abord, le caractère anonyme des titres, outre la répartition du risque auprès d'un large éventail de bénéficiaires, permet à tout individu, quelle que soit sa situation familiale, d'avoir accès à ce type de financement. Ainsi, l'accès aux services nécessaires à la formation du capital humain est permis à tous les enfants, quels que soient les revenus et la richesse de leurs familles. En ce sens, le dispositif permet de progresser vers l'égalité des chances pour tous les nouveau-nés. Milton Friedman avait déjà noté cet effet à la suite de sa proposition de faire prendre par le gouvernement central des participations dans les individus par le biais du financement de leur formation professionnelle.⁺⁺⁺ Deuxièmement, l'investissement dans le capital humain à travers ces titres de capital humain répond aux intérêts des investisseurs et des bénéficiaires, éliminant ainsi les résistances des secteurs les plus privilégiés de la société aux programmes favorisant le développement du capital humain. Troisièmement, le développement du capital humain de la population a un effet puissant sur la croissance économique et sociale : à court terme, l'expansion de la demande de biens et de services ; À moyen et long terme, la pleine réalisation du potentiel du pays.

Quelques remarques immédiates s'imposent quant à l'acceptation et à la faisabilité de ce projet. Les titres en question, en plus de leur surveillance générale par un organisme gouvernemental, devraient être garantis par le gouvernement, au moins dans les premières étapes, pour garantir leur acceptation par les investisseurs. En outre, certains pays sont trop pauvres ou ne disposent pas d'un système financier suffisamment développé pour financer ces titres favorisant le développement du Capital Humain. Une possibilité, dans cette situation, est que les institutions financières internationales, y compris les banques internationales de développement, deviennent des investisseurs (ou des fournisseurs de garanties) dans le développement du capital humain d'un pays.

Dans une application extrême du régime proposé, tous les coûts d'éducation des enfants seraient financés par l'émission de ces titres favorisant le développement du Capital Humain. Cela reviendrait à substituer le système dynastique actuel de formation du capital humain par un système générationnel et à remplacer les dons aux enfants (le système actuel) par des prêts à rembourser au cours de leur vie adulte. En d'autres termes, la génération actuelle investirait dans la prochaine génération.

7. Un régime perturbateur : avantages et difficultés

Le régime proposé présente deux avantages importants. Premièrement, rendre possible l'accès universel à des services de qualité homogène nécessaires à la formation du capital humain des nouvelles générations. Et deuxièmement, au-delà de l'impact sur les individus, la réalisation de la richesse potentielle d'un pays ancrée dans sa population.

D'autre part, il faut reconnaître que, si elle est pleinement mise en œuvre, cette méthode d'accès universel aura un impact massif et profond sur de nombreuses sphères de la vie sociale. Par « mise en œuvre intégrale », nous entendons que toutes les dépenses nécessaires pour élever tous les enfants de la naissance à l'âge adulte seraient financées par l'émission de titres favorisant le développement du Capital Humain. Nous pouvons distinguer les impacts systémiques, économiques, politiques et sociaux. Les impacts systémiques sont probablement les plus faciles à gérer et ont à voir avec la gestion d'un système qui envisagerait des millions de transactions quotidiennes par des millions d'individus générant des reconnaissances de dette, leur anonymisation et leur conversion en titres financiers négociables. Cela semble intimidant au début, mais n'est pas très différent de ce que font régulièrement les sociétés de cartes de crédit et les processeurs de paiement. L'impact économique est plus grave et indique clairement que toute mise en œuvre du régime doit être progressive. Sur le plan microéconomique, l'autonomisation des enfants auparavant démunis générera une augmentation immédiate et considérable de la demande de biens et de services associés à une formation adéquate du capital humain. L'ajustement correspondant de l'offre sera loin d'être immédiat et, dans certains cas, comme l'approvisionnement en bons enseignants et médecins, prendra des années. Sur le plan macroéconomique, les marchés financiers auront un effet important sur les marchés financiers, car ils s'adapteront et pourraient prendre de l'expansion pour faire face à l'offre croissante de titres favorisant le développement du Capital Humain.

Les impacts présentés jusqu'à présent sont plutôt techniques et plus faciles à gérer que les impacts politiques et sociaux. Parmi ces derniers, il est indéniable que la mise en œuvre d'un tel système approfondit le lien entre l'individu et la société à un point qui pourrait être considéré comme extrême par certains. Alors que dans le système dynastique actuel de formation du Capital Humain, les individus ont tout au plus une dette morale envers leurs parents pour avoir pourvu à leurs besoins pendant leur jeune âge, dans le système proposé, les individus auraient plutôt une dette réelle et l'obligation légale associée de la servir et de la rembourser. Une deuxième question connexe est l'objection éthique que certains pourraient avoir à l'égard des contraintes perçues sur la liberté individuelle qu'implique le système. Il est clair qu'il deviendrait plus difficile pour quiconque de se détacher du système social. Enfin, les relations intrafamiliales risquent d'être impactées par ce dispositif. Au moins dans les sociétés occidentales, le déclin de la famille en tant qu'institution est un fait bien reconnu et souvent déploré. Le transfert du coût économique de l'éducation d'un individu des parents à l'individu lui-même est clairement susceptible d'affaiblir davantage l'autorité parentale. Ce sont toutes des questions difficiles pour lesquelles il serait présomptueux d'exiger des réponses appropriées à ce stade. Nous pourrions peut-être dire que la société a évolué à travers les âges et que, chaque fois qu'elle a été confrontée à des choix qui combinent un bien-être supérieur avec des formes plus profondes d'organisation et de contrôle sociaux, elle les a généralement adoptés.

8. Questions de mise en œuvre : une stratégie plus souple

L'analyse de la section précédente montre très clairement qu'une mise en œuvre complète de la proposition est irréalisable. Il semble également évident qu'une approche progressive et souple de sa mise en œuvre est nécessaire. En ce qui concerne les problèmes systémiques, un système de gestion adéquat doit être conçu, testé et finalement mis en place. Les questions économiques mentionnées ci-dessus suggèrent que la mise en œuvre doit se faire de manière progressive et modulaire. Par exemple, le système pourrait ne couvrir, dans un premier temps, qu'un pourcentage donné de certaines composantes des dépenses (par exemple, l'éducation et la santé). Par ailleurs, la couverture initiale pourrait être limitée aux secteurs défavorisés de la société. Le fait est que la mise en œuvre du régime doit se faire de telle sorte que les nombreux paramètres dont il dépend (catégories couvertes et pourcentage de couverture, segments de la société, âge final de couverture, pour ne citer que les plus évidents) soient ajustés pour tenir compte de l'inertie du système économique. Ces paramètres pourraient être augmentés progressivement et, à terme, on parviendrait à une mise en œuvre intégrale.

Un autre élément important à prendre en compte pour la mise en œuvre est que les programmes de transfert existants ne doivent pas être ignorés. L'émission de titres favorisant le développement du

Capital Humain devrait compléter ces programmes et, comme nous l'avons déjà souligné, doit viser à financer la formation des éléments du capital humain qui augmentent directement le potentiel de leurs détenteurs à générer de la richesse, tels que l'éducation et l'acquisition d'autres capacités productives.

9. Remarques finales

La recherche sur les inégalités a explosé au cours des dernières décennies, parallèlement à la perception d'une aggravation des inégalités au sein des pays. Cette tendance inquiétante a été démontrée empiriquement dans les travaux de Piketty et de ses collaborateurs (Chancel et Piketty, 2021, et World Inequality Lab, 2017) pour les pays en développement comme pour les pays développés. Des niveaux élevés d'inégalité des revenus combinés à de faibles taux de croissance dans les pays en développement entraînent une augmentation de la pauvreté et une détérioration des conditions de vie des classes moyennes. Aucun de ces résultats n'est de bon augure pour la stabilité politique dans ces pays.

Il est difficile pour un chercheur engagé de rester impassible face à cette situation et nous sommes naturellement tentés d'utiliser les outils de la recherche pour concevoir des solutions. Il est bien sûr très difficile de répondre à la question du titre de cet article, et nous ne pouvons pas prétendre avoir proposé ici une solution pleinement satisfaisante. Dans la mesure où la proposition ambitieuse esquissée semble techniquement réalisable, les obstacles sociaux et politiques à sa mise en œuvre sont redoutables. Cela ne signifie en aucun cas que l'idée doit être rejetée, mais plutôt qu'elle doit être avancée avec le plus grand soin. Comme dans la plupart des crises, sinon toutes, et apparemment la situation des inégalités de revenus n'est pas encore critique dans la plupart des pays, les solutions à une crise en cours ne sont mises en œuvre qu'une fois qu'elle a atteint un point de non-retour. En ce sens, cette proposition est présentée ici comme une réponse possible à une crise imminente.

Bibliographie

1. Atkinson, A. (2014), « Après Piketty ? », *British Journal of Sociology*, 65(4), 619-638.
2. Atkinson, A. (2015), *Inégalité – Que peut-on faire ?* (Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press)
3. Alacevich, M. et A. Soci (2018), *Inequality – A Short Story*, (Washington, DC : Brookings Institution Press)
4. Becker, G. (1964), *Le capital humain : une analyse théorique et empirique, avec une référence particulière à l'éducation*, (Chicago : University of Chicago Press).
5. Boix, C. (2010), « Origines et persistance de l'inégalité économique », *Revue annuelle de science politique* 13, 489-516.
6. Chancel, L. et T. Piketty (2021), « Global Income Inequality, 1820 – 2020 : The Persistence and Mutation of Extreme Inequality », document de travail n° 2021/19, (Paris : World Inequality Lab)
7. Cowen, T. (2013), *La moyenne est terminée – Alimenter l'Amérique au-delà de l'ère de la grande stagnation*, (New York : Dutton – Penguin)
8. Cunha, F. et J. Heckman (2007), « La technologie de la formation des compétences », *AEA Papers and Proceedings*, 37, 31-47.
9. FitzGerald, V., J. Heyer et R. Thorp (2011), *Surmonter la persistance de l'inégalité et de la pauvreté*, (Londres : Palgrave Macmillan)
10. Friedman, M. (1955), « Le rôle du gouvernement dans l'éducation » dans *The Economics of Public Interest*, Robert A. Solo, éd. (Nouveau-Brunswick : Rutgers University Press).

11. Heckman, J. (2006), « La formation des compétences et l'économie de l'investissement dans les enfants défavorisés », *Science*, 312, 1900-2.
12. Organisation de coopération et de développement économiques (2007), *Le capital humain : comment ce que vous savez façonne votre vie*, Paris, Perspectives de l'OCDE.
13. Organisation de coopération et de développement économiques (2021). *Regards sur l'éducation – Les indicateurs de l'OCDE* (Paris : OCDE)
14. statistiques de l'OCDE (2021). Dépenses totales consacrées aux établissements d'enseignement par étudiant équivalent temps plein par rapport au PIB par habitant, Indicateurs du financement de l'éducation – EAG 2020, tableau C1.4. Consulté le 3 septembre 2021 <https://stats.oecd.org/index.aspx?queryid=93447>.
15. Piketty, T. (2000), « Théories de l'inégalité persistante et de la mobilité intergénérationnelle », dans *Handbook of Income Distribution*, vol. 1, Antony Atkinson et F. Bourguignon, éd. (Amsterdam : North-Holland – Elsevier)
16. Roemer, J. (1998). *Égalité des chances*, (Cambridge, Mass. : Harvard University Press).
17. Roemer, J. et A. Trannoy (2016). « Égalité des chances : théorie et mesure », *Journal of Economic Literature*, 54(4), 1288-1332.
18. Rousseau, J-J. (1754), *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*. Republished by University of Quebec at Chicoutimi in *Les classiques des sciences sociales*. Retrieved on September 3, 2021: <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.roj.dis3>.
19. Saavedra-Rivano, N. (2016), « Financement du capital humain : familles et société », *Cadmus*, 3 (1), 36-47.
20. Schultz, Th. (1961), « Investissement dans le capital humain ». (Discours présidentiel de l'AEA), *American Economic Review*, 51, 1-17
21. Département de l'Agriculture des États-Unis (2017), *Dépenses pour les enfants par les familles 2015*, Center for Nutrition Policy and Promotion, Miscellaneous Report No. 1528-2015, (Washington, DC : USDA)
22. Banque mondiale (2009), *Transferts monétaires conditionnels : réduire la pauvreté présente et future*, (Washington, DC : Banque mondiale).
23. World Inequality Lab (2017), *World Inequality Report 2018*, (Paris : World Inequality Lab).

* Une première discussion des causes de l'inégalité se trouve dans Rousseau (1754)

† Une vue représentative peut être trouvée dans Cowen (2013)

‡ Atkinson (2014)

§ Voir aussi l'analyse de ce sujet par Roemer et Trannoy (2016)

Voir , par exemple, Schultz (1961) et Becker (1964)

** Organisation de coopération et de développement économiques (2007)

†† Schultz (1961)

Parmi ses œuvres représentatives, citons Heckman (2006) et Cunha and Heckman (2007)

[Voir](#) Banque mondiale (2009)

[Voir](#) Organisation de coopération et de développement économiques (2021) et OCDE Stat (2021)

Cette proposition est développée plus en détail dans Saavedra-Rivano (2016)

††† Friedman (1955), p. 143. Bien sûr, le fait de limiter ce type de système à l'enseignement professionnel limite le champ d'application de ce type d'enseignement aux personnes qui ont pu atteindre ce niveau d'éducation

À propos de l'auteur (s)



[Neantro Saavedra-Rivano](#)

Professeur émérite, Université de Tsukuba, Japon ; Membre associé, Académie Mondiale des Arts et des Sciences